

# Les individus, sujets ou objets du droit international public ?

## Protection universelle des droits de l'Homme

Dans le cadre de la protection des droits de l'Homme (universelle ou régionale), l'individu est un **objet** du droit international public. Cette protection universelle se fait par de nombreux textes de portée universelle s'inscrivant dans le cadre de l'ONU comme, la **DUDH de 1948**.

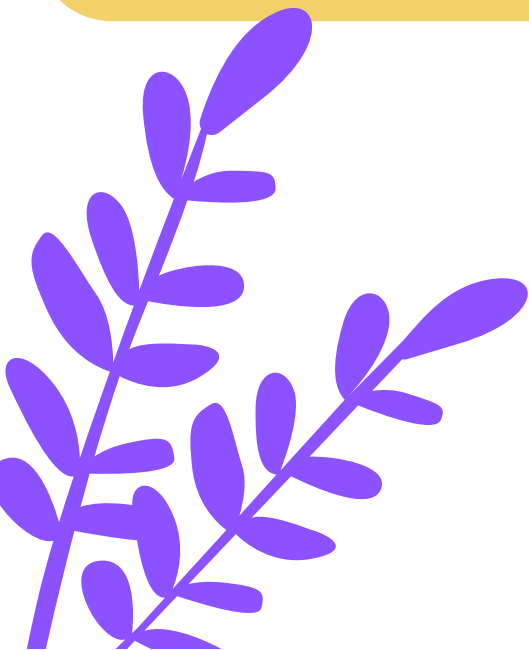
La DUDH n'a **pas de force contraignante** : elle ne crée aucune obligation juridique pour les États. Toutefois, elle a une haute valeur morale et est aujourd'hui largement reconnue comme étant la **norme fondamentale** de protection des droits de l'individu. Certaines dispositions sont des **règles coutumières**.

On retrouve aussi d'autres textes comme le PIDCP de 1966...

## Protection régionale des droits de l'Homme

Il existe à l'échelle d'un continent :

- La Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981
- La déclaration américaine des droits et devoirs de l'Homme de 1948
- La convention européenne des droits de l'Homme dans le cadre du Conseil de l'Europe (Europe des 47)
- La charte sociale européenne dans le cadre de l'Union européenne (Europe des 27).





# Les individus, sujets ou objets du droit international public ?

## La garantie des droits de l'Homme : vers l'individu comme sujet du droit international public

### Garantie internationale

Le Pacte international de 1966, la convention internationale sur l'élimination de toutes formes de discriminations raciales de 1969 et la convention contre la torture de 1987 ont donné naissance au :

- Comité des droits de l'Homme
- Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
- Comité contre la torture.

Ces comités rendent des **avis non contraignants**. Le comité des droits de l'Homme, lui, en plus, examine les **plaintes d'individus** en cas de non-respect par l'un des États parties. Mais, les solutions données n'ont **pas de caractère juridictionnel obligatoire**.

### → Le **comité des droits de l'Homme de l'ONU**

- Il remplace la commission des droits de l'Homme depuis 2006.
- Il encourage le respect universel et la défense des droits de l'Homme + fait des recommandations relatives aux situations de violation flagrantes et continues des droits de l'Homme + promeut l'intégration de la question des droits de l'Homme dans tous les aspects des travaux de l'ONU.

### → Le **haut commissariat des nations unies**

- Il prépare le travail de l'ONU en matière de protection des droits de l'Homme + il mène des recherches et organise des consultations dans le domaine des droits de l'Homme puis propose son aide aux États désirant parvenir à une meilleure protection de ces droits.



# Les individus, sujets ou objets du droit international public ?

## Garantie régionale

La CESDH a institué un triptyque :

- Commission européenne des droits de l'Homme
- Comité des ministres du Conseil de l'Europe
- Cour européenne des droits de l'Homme.

En 1988, la CEDH devient l'unique mécanisme de garantie des droits posés par la CESDH. Elle est composée de 47 juges élus pour 9 ans renouvelable.

Pour que la demande soit recevable, il faut que l'État de résidence permette la saisine par l'individu et que le requérant ait épuisé toutes les voies de recours internes préalablement. Il a alors **4 mois** (depuis février 2022) pour agir à compter de la dernière décision définitive.

**NEW!**

## ➔ La responsabilité pénale des individus devant la Cour pénale internationale

### Le statut de Rome de 1998 instituant la Cour pénale internationale

Après la seconde guerre mondiale, les Nations Unies ont souhaité créer une **juridiction afin de condamner les crimes les plus graves qui touchent toute la communauté.**

En 1993 et 1994, deux tribunaux ad hoc ont été créés : en ex-Yougoslavie et au Rwanda.

Le statut de Rome de 1998, entré en vigueur en 2002, a permis de créer une Cour universelle permanente. Cette Cour siège à La Haye. En 2022, le statut de la CPI comprend 237 États signataires dont la France. Mais, les États-Unis, la Russie ou la Chine n'ont toujours pas ratifié ce statut.



# Les individus, sujets ou objets du droit international public ?

## La composition de la Cour pénale internationale

Elle est composée de 4 organes :

- La **présidence** : un président + deux vices présidents ; élus pour 3 ans renouvelable une fois.
- Les **chambres** : 18 juges indépendants élus par les États parties et ressortissants de ces États.
  - Chambre préliminaire : autorise le début de l'enquête
  - Chambre de première instance : ouvre le procès
  - Chambre des appels
- Le **bureau du procureur** : dirigé par le procureur qui est élu pour 9 ans. Il est chargé de recevoir tout renseignement justifié concernant les crimes relevant de la compétence de la Cour, de les examiner, de conduire les enquêtes, de rassembler des preuves à présenter lors procès...
- Le **greffe** : dirigé par le greffier qui est élu pour 5 ans par les juges. Il est responsable des aspects non judiciaires de l'administration et du service de la CPI telle que la gestion des preuves.



### → **Compétences matérielles** de la CPI

- Crimes de guerre
- Crimes de génocides
- Crimes contre l'humanité
- Crimes d'agression.

Le statut de Rome pose le **principe de complémentarité ou de subsidiarité**. Toutefois, la CPI devient compétente si un État partie n'a pas la volonté ou s'il est dans l'incapacité de mener à bien l'enquête ou les poursuites judiciaires contre l'individu incriminé.

### → **Compétences personnelles**

- La CPI ne peut juger que des **personnes physiques**.

### → **Compétences temporelles**

- La CPI ne peut juger que les crimes commis **après le 1er juillet 2002** (date d'entrée en vigueur du statut de la CPI).



# Les individus, sujets ou objets du droit international public ?

## La mise en oeuvre des compétences de la CPI

1

### La saisine

La CPI peut être saisie par

- Un **État partie** à condition
  - d'être l'État sur le territoire duquel le crime a été commis
  - d'être l'État dont l'individu incriminé est le national.
- Le **Conseil de sécurité de l'ONU** : exemple pour les crimes en Libye (un État non partie).
- Le **procureur de la CPI, d'office** à condition
  - que l'État sur le territoire duquel le crime a été commis soit un État partie
  - que l'État dont l'individu incriminé est le national soit un État partie.

2

### La procédure juridictionnelle : la phase préliminaire

→ Première phase : L'**enquête préliminaire** porte sur une certaine situation dans laquelle on soupçonne un ou plusieurs crimes de la compétence de la CPI d'avoir été commis et non sur des individus désignés.

→ Deuxième phase : Le procureur ouvre l'enquête qui doit être présentée à la chambre préliminaire avec une **demande d'autorisation**.

→ Troisième phase : Une fois les éléments réunis, le procureur peut demander à la chambre préliminaire la **délivrance d'un mandat d'arrêt ou citation à comparaître**.

→ Quatrième phase : Dans un délai raisonnable, la section préliminaire doit tenir une **audience pour confirmer les charges**. Si tel est le cas, l'individu suspect devient un accusé et sera jugé par les juges de la CPI.

# Les individus, sujets ou objets du droit international public ?

3

## Le procès en première instance

→ Première phase : la chambre de première instance est saisie de l'affaire.

→ Deuxième phase : La section délibère à **huis clos** et le jugement est rendu **public**.

4

## L'appel du jugement

Le procureur et la défense peuvent interjeter appel en raison de vices de procédure, d'erreurs de fait ou d'erreurs de droit devant la chambre des appels.

